



PRÉFET DES VOSGES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Unité départementale des Vosges

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est

Epinal, le 22/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TISSAGE MOULINE (rue de la gare)

Rue de la Gare
88160 Le Thillot

Références : S-24-197RP
Code AIOT : 0006202544

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/02/2024 dans l'établissement TISSAGE MOULINE (rue de la gare) implanté Rue de la Gare 88160 Le Thillot. L'inspection a été annoncée le 06/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TISSAGE MOULINE (rue de la gare)
- Rue de la Gare 88160 Le Thillot
- Code AIOT : 0006202544
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Mouline située rue de la Gare à Le Thillot, est spécialisée dans la filature, elle produit en moyenne, par mois, 300 tonnes de fil.

Thèmes de l'inspection :

- Rejets atmosphériques ;
- Risque incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Traitement de fibres	Arrêté Préfectoral du 22/02/2010, article 3.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Auto surveillance des eaux des installations de climatisation	Arrêté Préfectoral du 21/12/2010, article 9.2.3	Sans objet
3	Installations électriques.	Arrêté Préfectoral du 21/12/2010, article 7.2.5	Sans objet
4	Entretien des moyens d'intervention (Incendie)	Arrêté Préfectoral du 21/12/2010, article 7.5.1	Sans objet
5	Séparation des déchets	Arrêté Préfectoral du 21/12/2010, article 5.1.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a procédé au contrôle de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 3031/2010 en date du 21 décembre 2010. Il s'ensuit que le site est particulièrement bien tenu, néanmoins, l'exploitant n'a pas pu justifier que les émissions de poussières respectent les valeurs limites de rejet de son arrêté préfectoral d'autorisation n° 3031/2010.

Il est demandé à l'exploitant sous 1 mois de réaliser une campagne de mesures sur les émissions de poussières.

Le bilan de cette campagne sera transmis à l'inspection dès réception.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traitement de fibres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2010, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Prescription contrôlée : Les postes de traitement mécanique des matières textiles susceptibles d'engendrer des émissions de poussières seront pourvus de dispositifs de captage et de traitement de ces émissions tels que les rejets à l'atmosphère respectent les valeurs limites suivantes : <ul style="list-style-type: none">• si le débit massique horaire est inférieur ou égal à 1 kg/h, la teneur limite en poussières sera de 100 mg/Nm³ ;• si le débit massique horaire est supérieur à 1 kg/h, la teneur limite en poussières sera de 40 mg/Nm³. Ces valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur une durée qui est en fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure. (...) Dans le cas de prélèvements instantanés, aucune valeur ne doit dépasser le double de la valeur limite prescrite.

Constats : <p>Les émissions de poussières sont captées et dirigées vers plusieurs dispositifs de dépoussiérage.</p> <p>L'exploitant n'a pas pu justifier que les émissions de poussières respectent les valeurs limites de rejet de son arrêté préfectoral d'autorisation n° 3031/2010.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a justifié d'une commande à un laboratoire de la réalisation d'une campagne de mesures sur les émissions de poussières.</p> <p>Le bilan de cette campagne sera transmis à l'inspection dès réception du rapport.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Auto surveillance des eaux des installations de climatisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2010, article 9.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, analyses d'eau pour recherche de légionelles
Prescription contrôlée : <p>Des analyses d'eau pour recherche de légionelles seront réalisées pendant la période de fonctionnement de l'humidificateur d'air, au minimum une fois par an.</p>
Constats : <p>L'exploitant a présenté à l'inspection le dernier contrôle des analyses d'eau en date du 08 mars 2023 pour la recherche de légionelles.</p> <p>L'inspection n'a pas constaté de dépassement sur les valeurs de concentrations mesurées en légionella.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Installations électriques.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2010, article 7.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : <p>Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.</p> <p>La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et est distincte de celle des installations de protection contre la foudre.</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
Constats : <p>Le dernier rapport de contrôle des installations électrique a été réalisé le 25 avril 2023, ce rapport ne fait pas état de non-conformité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Entretien des moyens d'intervention (Incendie)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2010, article 7.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Le dernier contrôle des extincteurs date du 24 juillet 2023. Ce contrôle est inscrit dans un registre présenté à l'inspection le jour de la visite. Le réseau sprinklage a été vérifié le 24 décembre 2023. L'exploitant a précisé que le moteur thermique du réseau interne d'incendie est démarré une fois par semaine pour vérifier sa disponibilité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Séparation des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2010, article 5.1.2
Thème(s) : Autre, déchets
Prescription contrôlée : Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées. La quantité de déchets entreposés sur le site ne doit pas dépasser la capacité maximale produite ou un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.
Constats : Les résidus de coton sont valorisés, notamment pour la fabrication de serpillières. Les déchets d'emballages, type plastiques sont conditionnés en presse et cerclés pour être expédiés vers un site de valorisation, tout comme les différents résidus de métaux. L'inspection a procédé par échantillonnage au contrôle des Bordereaux de Suivi de Déchets (BSD) sans relever d'anomalie.
Type de suites proposées : Sans suite